

Unité départementale du Bas-Rhin  
14 rue du Bataillon de Marche n°24  
BP 10001  
67050 STRASBOURG cedex

Strasbourg, le 03/11/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 09/10/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**SARDI (ex sarroise env)**

15 route du Rohrschollen  
67100 STRASBOURG

Code AIOT : 0006703591

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/10/2025 dans l'établissement SARDI (ex sarroise env) implanté 5 rue des Frères Lumière - 67170 BRUMATH. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SARDI (ex sarroise env)
- 5 rue des Frères Lumière - 67170 BRUMATH
- Code AIOT : 0006703591
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

SARDI est une société située à Brumath, autorisée à exploiter un centre de tri et de transit de déchets banals issus des ménages et des entreprises.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées au préfet ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer au préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Confinement des eaux polluées	Arrêté Préfectoral du 15/07/2003, article 9.2.4	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
2	Conditions de rejet des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 15/07/2003, article 9.3.2	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
3	Détection incendie	Arrêté Préfectoral du 15/07/2003, article 16.1	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Plan d'intervention	Arrêté Préfectoral du 15/07/2003, article 16.3	Sans objet
5	Registres des déchets	Arrêté Préfectoral du 15/07/2003, article 19.2	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a relevé des non-conformités :

- Le bassin de confinement présente une accumulation de boues et de traces d'hydrocarbures nécessitant un entretien pour garantir sa capacité et son bon fonctionnement ;
- Le séparateur d'hydrocarbures présente un défaut d'étanchéité du flotteur et l'absence d'analyse des eaux en sortie ne permet pas de vérifier le respect de la limite de 5mg/l en hydrocarbures totaux ;
- L'établissement n'est pas équipé d'un système de détection automatique d'incendie.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Confinement des eaux polluées**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/07/2003, article 9.2.4
<b>Thèmes :</b> Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les installations sont équipées d'un bassin de confinement permettant de recueillir des eaux polluées d'un volume minimum de 1 000 m <sup>3</sup> (un volume de 200 m <sup>3</sup> du bassin prévu est réservé pour le stockage d'eaux destinées à l'extinction). [...]
<b>Constats :</b>  L'exploitant dispose d'un bassin de confinement destiné à recueillir les eaux pluviales ainsi que les eaux d'extinction en cas de sinistre. Ce bassin contient actuellement de l'eau de pluie et des boues sur une hauteur d'environ deux mètres, selon les indications de l'exploitant, avec la présence visible de traces d'huiles en surface. Un entretien de cet ouvrage est nécessaire afin de procéder à la vidange et au traitement des

volumes d'eau et de boues accumulés, et de s'assurer que sa capacité utile demeure conforme aux exigences réglementaires.
<b>Type de suite proposée :</b> Avec suites
<b>Proposition de suite :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délai :</b> 2 mois

#### N° 2 : Conditions de rejet des eaux pluviales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/07/2003, article 9.3.2
<b>Thèmes :</b> Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Le réseau de collecte des eaux pluviales est équipé de dispositifs décanteurs-déshuileurs ou dispositif d'efficacité équivalente adapté à la pluviométrie permettant de respecter une teneur en hydrocarbures totaux inférieure à 5 mg/l.
<b>Constats :</b>  L'exploitant dispose d'un séparateur d'hydrocarbures implanté en aval du bassin de confinement. Cet équipement fait l'objet d'un suivi semestriel réalisé par un organisme externe. Le dernier contrôle, effectué le 02/10/2025, a mis en évidence un défaut d'étanchéité du flotteur. Au cours de cette opération, environ 0,5 tonne de boues hydrocarbonées a été évacuée pour traitement, l'exploitant a transmis à l'inspection la fiche relative à cette intervention. Une précédente opération d'entretien, réalisée le 27/03/2025, avait conduit à l'évacuation et au traitement de 4,06 tonnes d'un mélange de boues et d'hydrocarbures, justifiée par le BSD-20250327-SCM18N6YY transmis à l'inspection. Toutefois, l'exploitant ne dispose d'aucune analyse des eaux en sortie du séparateur permettant de vérifier le respect de la teneur maximale en hydrocarbures totaux fixée à 5 mg/L en rejet.
<b>Type de suite proposée :</b> Avec suites
<b>Proposition de suite :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délai :</b> 1 mois

#### N° 3 : Détection incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/07/2003, article 16.1
<b>Thèmes :</b> Risques accidentels, Gestion du risque incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les locaux comportant des risques d'incendie sont équipés d'un réseau adapté aux risques encourus permettant la détection précoce d'un sinistre. [...]
<b>Constats :</b>  L'établissement ne dispose pas actuellement d'un dispositif de détection précoce d'incendie pleinement opérationnel.

Selon les déclarations de l'exploitant, les caméras thermiques existantes sont hors service en raison d'un encrassement dû aux poussières et d'un positionnement inadapté.

Dans l'attente de leur remplacement, l'exploitant indique avoir renforcé la surveillance des zones à risque par des rondiers, lesquels peuvent, en cas d'incendie, déclencher l'alarme manuellement.

L'inspection relève, à ce sujet, que la centrale incendie a été détectée en défaut lors de l'exercice incendie du 11/06/2025 ; ce dysfonctionnement pouvant être lié à un niveau d'audibilité insuffisant du signal sonore d'alerte.

L'exploitant précise prévoir la réinstallation de caméras thermiques fonctionnelles dans les meilleurs délais.

**Type de suite proposée :** Avec suites

**Proposition de suite :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délai :** 2 mois

#### N° 4 : Plan d'intervention

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 15/07/2003, article 16.3

**Thèmes :** Risques accidentels, Sécurité incendie

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant établit un plan d'intervention qui précise notamment :

- l'organisation,
- l'effectif affecté,
- le nombre, la nature et l'implantation des moyens de lutte contre un sinistre répartis dans l'établissement,
- les moyens de liaison avec les Services d'incendie et de secours.

**Constats :**

L'exploitant dispose d'un plan d'intervention, mis à jour en septembre 2025, intégrant les éléments demandés. Ce plan est testé lors d'exercices périodiques, le dernier ayant eu lieu le 11/06/2025. Par ailleurs, l'exploitant déclare assurer une formation continue du personnel concerné par le risque incendie. La dernière session, organisée le 07/10/2025, portait sur la manipulation des extincteurs, l'utilisation des RIA et la manœuvre de la vanne de rétention.

**Type de suite proposée :** Sans suite

#### N° 5 : Registres des déchets

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 15/07/2003, article 19.2

**Thèmes :** Autre, Admission et sortie des déchets

**Prescription contrôlée :**

[...]

Un registre des apports est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées indiquant, par producteur, la nature et la quantité des déchets apportés.

[...]

Un registre des sorties est enregistré, indiquant les destinations finales des déchets valorisés et éliminés.  
[...]

**Constats :**

L'exploitant dispose de fichiers comportant les éléments prévus par la prescription pour le registre des entrées et celui des sorties.

**Type de suite proposée :** Sans suite

\*\*\*\*\*